

miliboo.com

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 31 OCTOBRE 2016

Table des matières

1	EVENEMENTS MARQUANTS	5
1.1	CONSTITUTION D'UNE FILIALE AUX ETATS-UNIS	5
1.2	JUGEMENT DANS L'AFFAIRE DU PIRATAGE D'UN COMPTE BANCAIRE	5
1.3	ATTRIBUTION D'INSTRUMENTS DE CAPITAL	5
2	COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	7
2.1	COMPTE DE RESULTAT ANNUEL SIMPLIFIE	7
2.2	COMMENTAIRES SUR LA PERIODE ECOULEE	7
3	ETATS FINANCIERS AU 31 OCTOBRE 2016	9
3.1	COMPTE DE RESULTAT	9
3.2	BILAN	10
3.3	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	11
3.4	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	12
4	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	13
4.1	REFERENTIEL COMPTABLE DE LA SOCIETE	13
4.2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14
4.3	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14
4.4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15
4.5	DEPRECIATION DES ACTIFS	15
4.6	PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	15
4.7	STOCKS	15
4.8	CREANCES	16
4.9	OPERATIONS EN DEVISES ETRANGERES	16
4.10	ENGAGEMENTS DE RETRAITE	16
4.11	CHIFFRE D'AFFAIRES	17
4.12	RESULTAT EXCEPTIONNEL	17
4.13	RESULTAT PAR ACTION	17
5	NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	18
5.1	CHIFFRE D'AFFAIRES	18
5.2	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	18
5.3	AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	19
5.4	CHARGES DE PERSONNEL	19
5.5	CREDIT IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE)	20
5.6	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	20
5.7	RESULTAT FINANCIER	21
5.8	RESULTAT EXCEPTIONNEL	21
5.9	IMPOT SUR LE RESULTAT	22
5.10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22

5.11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23
5.12	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	23
5.13	STOCKS ET EN-COURS	24
5.14	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	24
5.15	AUTRES CREANCES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION ACTIF	25
5.16	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	25
5.17	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	25
5.18	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	26
5.19	FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	28
5.20	AUTRES DETTES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION PASSIF	28
5.21	PRODUITS A RECEVOIR	29
5.22	CHARGES A PAYER	29
5.23	ENGAGEMENTS HORS BILAN	29
5.24	ENTREPRISES LIEES	34
5.25	FILIALES.....	34
6	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	35
7	RAPPORT DES CAC SUR LES COMPTES ANNUELS.....	36

La société MILIBOO est spécialisée dans le secteur de vente de mobilier en ligne. Créée en 2005, son activité consiste en l'import-export de mobilier « tendance », modulable et personnalisable sur Internet (marchandises et biens dits non réglementés). Avec plus de 2 500 références essentiellement vendues sur son site www.miliboo.com et dans la « Milibootik », un point de vente physique situé au 100, rue Réaumur à Paris, la société propose des gammes complètes de meubles pour toute la maison.

Miliboo contrôle l'ensemble de la chaîne de valeur : conception/design, contrôle qualité (filiale en Chine), outils logistiques, marketing et relations clients sont internalisés. Disposant d'un entrepôt près de Fos-sur-Mer (13), opéré par un prestataire extérieur, la société est commercialement présente dans plusieurs pays d'Europe.

Miliboo est basée à Chavanod, en Haute-Savoie.

La société a été immatriculée le 14 septembre 2006. Depuis le 15 décembre 2015, Miliboo est cotée sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (code ISIN : FR0013053535 - code mnémonique : ALMLB).

Miliboo publie ses informations sur un site internet à l'adresse suivante : <http://www.miliboo-bourse.com>

1 EVENEMENTS MARQUANTS

1.1 CONSTITUTION D'UNE FILIALE AUX ETATS-UNIS

La Société a procédé à la création et l'enregistrement d'une filiale détenue à 100% par la Société, basée dans l'état de New-York, Etats-Unis d'Amérique. Un capital social d'un montant de 400 KUSD a été versé dans le courant du mois de juin 2016.

L'objectif de cette filiale, baptisée Miliboo Corp, est de mesurer l'appétence du marché américain pour les produits de la Société, à travers la distribution de produits ciblés via des places de marché. A cet effet 2 salariés ont été embauchés sur la période, complété par une embauche en novembre 2016.

1.2 JUGEMENT DANS L'AFFAIRE DU PIRATAGE D'UN COMPTE BANCAIRE

Au cours de l'été 2015 la Société a dû faire face à un piratage de l'un de ses comptes bancaires, un virement de 413 K€ a été initié à l'insu de la Société. Cependant, les sommes ont pu être bloquées par le FUI (Fonds Unique Interministériel) suite à leur transfert dans une banque en Lettonie. La Société avait engagé une procédure afin de récupérer ces sommes. L'enquête a été confiée à Interpol.

La justice lettone s'est prononcée favorablement en septembre 2016 sur le caractère frauduleux des fonds détournés ainsi que sur la restitution sans réserve des fonds ainsi bloqués. Il est désormais attendu que la banque exécute l'injonction du tribunal.

Ces fonds ont été comptabilisés au bilan dans le poste « Autres Créances ».

1.3 ATTRIBUTION D'INSTRUMENTS DE CAPITAL

Dans le cadre des autorisations votées par les actionnaires le 29 octobre 2015, le Conseil d'Administration a décidé, le 17 juin 2016, du lancement d'un programme d'Attribution Gratuites d'Actions, dénommé AGA ci-dessous, et de Bons de Souscription à Part de Créateur d'Entreprise, dénommé BSPCE ci-dessous.

AGA

L'attribution des actions est définitive au terme d'une période d'acquisition, d'un an pour 50% des actions attribuées, et de deux ans pour le solde.

Un délai de conservation de 2 ans à compter de la date d'acquisition a été fixé par le conseil d'administration à l'expiration duquel les bénéficiaires pourront céder leurs actions.

L'acquisition cesse en cas de rupture de contrat de travail, sauf décès, invalidité ou départ en retraite du bénéficiaire.

Le Conseil d'Administration a fixé à 67 666 le nombre d'actions à attribuer dans le cadre de ce programme. Ces 67 666 actions non encore acquises sont susceptibles d'être émises.

Au 31 octobre 2016 aucune acquisition ni émission d'actions dans le cadre du programme d'AGA n'a été effectuée.

BSPCE

Le Conseil d'Administration a décidé l'attribution de 289 631 BSPCE. Chaque BSPCE donnera le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société moyennant un prix de souscription égal à la moyenne des cours de clôture des vingt dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des BSPCE, le 17 juin 2016, soit 3 euros par action.

Les BSPCE pourront être exercés du 18 juin 2016 au 17 juin 2021 inclus. A compter du 18 juin 2021, les BSPCE deviendront caducs.

L'exercice des BSPCE est soumis à l'existence, à la date d'exercice du bon, d'un mandat social au sein de la Société et/ou d'un contrat de travail liant le Bénéficiaire à la Société, hors décès du bénéficiaire.

Au 31 octobre 2016, aucun droit relatif à l'octroi de BSPCE n'a été exercé.

2 COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

2.1 COMPTE DE RESULTAT ANNUEL SIMPLIFIE

En milliers d'euros	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -	% Variation
Chiffre d'affaires	8 047	6 862	17%
Production immobilisée	61	33	83%
Autres produits d'exploitation	103	70	48%
TOTAL DES PRODUITS	8 211	6 965	18%
Coût des produits vendus	(3 326)	(3 295)	1%
Charges d'exploitation hors provisions	(5 207)	(4 357)	20%
Dotations et Reprises aux amortissements et provisions	(198)	(227)	-13%
RESULTAT D'EXPLOITATION	(519)	(915)	43%
Résultat Financier	(16)	(36)	56%
Résultat Exceptionnel	(20)	11	-277%
Impôts	-	-	0%
RESULTAT NET	(554)	(939)	41%

2.2 COMMENTAIRES SUR LA PERIODE ECOULEE

Le semestre a été marqué par une croissance du volume d'affaire de 17.3%, atteignant 8 047 K€. Le chiffre d'affaires est composé à 89% de ventes de produits. Le reste est composé de « services » tels que la participation aux frais de port ainsi qu'une assurance échange / reprise.

Miliboo a compté près de 3.35 Millions de visiteurs uniques sur la période, soit une hausse de 34% par rapport à l'an passé. La Société a procédé à trois campagnes d'affichage dans le Métro parisien, respectivement en juin, juillet et septembre, ce qui a un effet favorable sur la visibilité et la reconnaissance de la marque.

En France la croissance (+16 %) est imputable majoritairement à l'activité Web. La croissance, à deux chiffres, de la boutique parisienne a été compensée en valeur par un recul du volume d'affaire via les Marketplace, recul provenant essentiellement du désengagement de la part de la Société de l'une d'entre elles.

A l'international, qui représente 16% du chiffre d'affaires total, la croissance (+24%) provient majoritairement des marchés espagnols, italiens, et enfin anglais trois mois après son lancement commercial.

La croissance du chiffre d'affaires est induite par deux dynamiques complémentaires : i) l'accroissement des volumes vendus ; ii) un effet mix-produit favorable, résultante d'une hausse du positionnement prix des produits vendus sur les catégories phares de la Société.

Le panier moyen - produits, frais de port et services pris ensembles - est ainsi passé de 225 € HT au 31 octobre 2015 à 266 € HT au 31 octobre 2016.

La variation du taux de change sur les ventes exprimées en devises étrangères (principalement libellées en CHF et en GBP) est de l'ordre de -3 K€, du fait de leur faible représentation dans le volume d'affaire global l'an passé.

La marge brute sur le chiffre d'affaires s'établit à 4 722 K€, soit un taux de 58.7%, à comparer à un taux de 52.0 % l'an passé.

La marge brute sur les seules ventes de marchandises s'établit à 3 836 K€, soit un taux de 53.6%, à comparer à un taux de 45.8 % l'an passé.

Cette hausse du taux de marge est quasi intégralement conduite par l'augmentation constatée des prix de vente moyen des produits vendus, couplée à une stabilité voire une légère amélioration des prix de revient dans un contexte de change difficile. En effet les actions d'optimisation de l'offre produit et des prix d'achat ont permis de surpasser les impacts adverses des variations de taux de change EUR/USD constatés sur la période.

Les charges d'exploitation (autres que achats de marchandises et matières premières, variation de stock, dotation aux amortissements et provisions) ont varié de 19.5% par rapport à l'exercice précédent, résultant principalement de la combinaison des facteurs suivants : i) l'accroissement de la pression marketing digital ainsi que trois campagnes d'affichage dans le métro parisien ; ii) l'injection de frais de traduction des sites, immobilisés par ailleurs, afin de lancer commercialement Miliboo sur les marchés anglais, allemands et hollandais. Ces derniers développements sont toujours en cours à la fin de la période; iii) la progression mécanique des coûts induits par la progression du chiffre d'affaires, tels que le transport sur vente et taxe Eco-mobilier. Cependant leur poids exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires diminue; iv) un surcroît d'honoraires comparé à la période précédente inhérent au statut de société cotée (auditeurs, listing sponsor, communication financière, analyste,...). En revanche la société a entrepris des actions afin de limiter les stocks au bilan et diminuer les coûts de stockage. La Société a d'ailleurs enregistré une diminution de ces coûts de 13% à semestre comparable.

La masse salariale augmente de 4% à période comparable, quasi intégralement du fait de la réévaluation à la hausse du taux de différentes charges patronales.

La perte en résultat d'exploitation a diminué de 43%, s'établissant à 519 K€. Cette amélioration est la résultante des actions visant à augmenter le taux de marge ainsi qu'une meilleure absorption des coûts fixes.

La perte en résultat net a diminué de 41%, s'établissant à 554 K€, à comparer à un déficit de 939 K€ l'an passé.

Au 31 octobre 2016 la trésorerie disponible s'élève à 3 970 K€, contre 6 189 K€ à la clôture annuelle de l'exercice précédent. La société a réduit de 300 K€ son endettement court terme tout en investissant par ailleurs un capital de départ de 362 K€ dans l'ouverture d'une filiale aux Etats Unis. L'activité opérationnelle a consommé 1 403 K€ de trésorerie à comparer à une consommation de 666 K€ l'an passé. Cette consommation est imputable pour 464 K€ au résultat net de la société retraité des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation. Par ailleurs les stocks ont progressé de 511 K€ à comparer au 30 avril 2016, afin de répondre à la demande client sur le troisième trimestre de l'année.

Le Besoin en Fond de Roulement (BFR) s'établit à 1 415 K€, à comparer à 448 K€ au 30 avril 2016 et 3 014 K€ au 31 octobre 2015. Ce BFR représente 9% du CA Annuel (soit 1 mois de CA moyen), contre 3% à la clôture précédente et 20% au 31 octobre 2015. Cette dégradation, comparativement au 30 avril 2016, est imputable à une hausse passagère du niveau de stock.

L'endettement bancaire et financier représente 1 265 K€, soit 31.9% de la trésorerie disponible à fin octobre 2016.

3 ETATS FINANCIERS AU 31 OCTOBRE 2016

3.1 COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Chiffre d'affaires	5.1	8 047	6 862
Production immobilisée	5.2	61	33
Autres produits d'exploitation	5.2	103	70
Produits d'exploitation		8 211	6 965
Achats de marchandises et matières premières		(3 837)	(2 756)
Variation de stocks de marchandises et matières premières		511	(539)
Autres coûts accessoires		(18)	(8)
Autres achats et charges externes	5.3	(4 239)	(3 454)
Impôts, taxes et versements assimilés		(69)	(49)
Salaires et traitements	5.4	(650)	(643)
Charges sociales	5.4	(220)	(194)
Dotations aux amortissements et provisions	5.6	(198)	(227)
Autres charges		(11)	(9)
Charges d'exploitation		(8 730)	(7 880)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(519)	(915)
Produits financiers		41	31
Charges financières		(57)	(67)
RESULTAT FINANCIER	5.7	(16)	(36)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		(535)	(950)
Produits exceptionnels		91	17
Charges exceptionnelles		(111)	(6)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5.8	(20)	11
Impôt sur les bénéfices	5.9	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE		(554)	(939)
Nombre d'actions		4 827 193	2 959 400
Résultat de base par actions (hors actions propres)		(0,12)	(0,32)

3.2 BILAN

En milliers d'euros	Notes	31/10/2016			30/04/2016	
		Brut	Amort. / Prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles	5.10	1 488	1 207	281	291	
Immobilisations corporelles	5.11	729	276	453	506	
Immobilisations financières	5.12	967	3	964	601	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		3 184	1 486	1 698	1 398	
Stocks	5.13	4 229	177	4 052	3 551	
Clients et comptes rattachés	5.14	488	-	488	285	
Autres créances	5.15	660	-	660	668	
Disponibilités		3 970	-	3 970	6 189	
Comptes de régularisation	5.15	84	-	84	81	
TOTAL ACTIF CIRCULANT		9 431	177	9 255	10 773	
Ecart de conversion actif	5.15	22	-	22	19	
TOTAL ACTIF		12 638	1 663	10 975	12 190	
CAPITAUX PROPRES						
Capital social	5.16			483	483	
Primes d'émission				10 962	10 962	
Réserve légale				10	10	
Autres réserves				175	175	
Report à nouveau				(5 536)	(2 843)	
Résultat exercice				(554)	(2 693)	
TOTAL CAPITAUX PROPRES				5 539	6 093	
Provisions pour risques et charges	5.17			97	64	
Emprunts obligataires convertibles				5	5	
Emprunts et dettes établissements de crédit	5.18			1 211	1 687	
Emprunts et dettes financières divers	5.18			54	18	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.19			2 462	2 587	
Dettes fiscales et sociales	5.20			1 301	1 162	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5.20			4	19	
Autres dettes	5.20			297	482	
Comptes de régularisation	5.20			-	32	
TOTAL DETTES				5 432	6 057	
Ecart de conversion passif	5.20			4	40	
TOTAL PASSIF				10 975	12 190	

3.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	Notes	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net		(554)	(939)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :			
- Amortissements		134	150
- Provisions		(9)	49
- Plus-values de cession, nettes d'impôts		26	-
- Production immobilisée		(61)	(33)
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation			
- Variations de stock		(511)	539
- Variation des créances d'exploitation		(213)	(338)
- Variation des dettes d'exploitation		(215)	(93)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION		(1 403)	(666)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations		(27)	(25)
Cessions d'immobilisations		0	-
(Augmentations) / Réductions d'immobilisations financières		(361)	148
FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(388)	123
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital en numéraire (dont prime d'émission)		-	(259)
Emission d'Obligations Convertibles en Actions			750
Souscription d'emprunts bancaires (*)		500	500
Remboursements d'emprunts (*)		(976)	(156)
Variation des comptes courant		48	(37)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT		(428)	798
VARIATION DE TRESORERIE			
		(2 219)	255
Trésorerie d'ouverture		6 189	430
Trésorerie de clôture		3 970	685
<i>Dont Concours bancaires courants</i>		-	(4)

(*) : Les souscriptions et remboursements d'emprunts comprennent les tirages et remboursements de l'année sur 2 crédits à court terme, dont 1 a expiré au 2 mai 2016. Ce crédit à court terme représente un montant de 500 K€ au bilan.

3.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
Situation au 30/04/2016		483	10 962	185	(2 843)	(2 693)	6 093
Affectation du résultat					(2 693)	2 693	-
Résultat de l'exercice						(554)	(554)
Augmentations de capital							
Autres variations							-
Situation au 31/10/2016		483	10 962	185	(5 536)	(554)	5 539

4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

4.1 REFERENTIEL COMPTABLE DE LA SOCIETE

Les comptes intermédiaires de la Société ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels (règlement ANC n°14-03 du 5 juin 2014), relatifs au PCG, modifiés par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable et de l'Autorité des Normes Comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société ne remplissant pas les critères définis par le règlement R.233-16, elle n'est pas dans l'obligation d'établir des comptes consolidés. Les comptes sociaux sont clôturés au 30 avril de chaque année.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Aucun changement de méthode comptable n'a eu lieu sur l'ensemble des périodes présentés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances notamment relatives à la crise économique et financière actuelle. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement. Il n'y a pas eu de changement d'estimations comptables au cours des périodes présentées.

4.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Généralités

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement à des logiciels produits par l'entreprise, en fonction des dépenses encourues sur les projets.

Les immobilisations incorporelles sont également constituées des marques et noms de domaine acquis, comptabilisées à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 1 an à 3 ans
- pour les noms de domaine : 1 à 10 ans

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions ».

A chaque clôture, l'entreprise s'assure qu'il n'existe pas d'indicateurs susceptibles de laisser penser qu'un actif a perdu de la valeur.

Toute différence positive entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable constitue le montant de la dépréciation au titre de l'exercice.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les frais de développement relatifs à des projets répondant aux critères d'activation sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 3 ans à compter de leur date de début d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions »

A la clôture, les projets non terminés sont comptabilisés en Immobilisations incorporelles en cours.

4.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production et amorties selon les durées moyennes suivantes :

Matériel	2 à 5 ans en linéaire
Agencements et installations	4 à 10 ans en linéaire
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10ans en linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans en linéaire ou dégressif

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions »

4.4 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les immobilisations financières sont constituées de :

- Titres de Participation,
- Créances rattachées à des participations,
- Dépôts et cautionnements,
- Actions propres et espèces détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

4.5 DEPRECIATION DES ACTIFS

Lorsqu'il existe un quelconque indice démontrant que la valeur des immobilisations corporelles, incorporelles ou financières est susceptible d'être remise en cause à la clôture, un test de dépréciation est effectué.

La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle et une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage. Cette dernière est calculée par une approche multicritères, notamment en fonction des flux nets de trésorerie attendus de ces actifs.

4.6 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de la société ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que la société assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée. Une information est alors fournie en annexe.

4.7 STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût de revient réel.

Les matières et marchandises ont été évaluées au prix d'achat converti au jour de la lettre de connaissance majoré des coûts de transports identifiés par conteneurs et majoré des coûts de contrôle qualité.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Le coût de la sous-activité et les intérêts sont exclus de la valeur des stocks. Le cas échéant, les stocks ont été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Les dépréciations concernent :

- les articles en stock non conforme. Ces articles font l'objet d'une dépréciation équivalente à la perte de valeur estimée liée à leur non-conformité. Au 31 octobre 2016, cette perte de valeur a été estimée à 40% de la valeur brute des stocks non conformes.
- trois références non commercialisables car se rapprochant d'un design existant. En accord avec le designer Paulin, ces références vont être détruites, leurs valeurs nettes comptables sont nulles.
- les matières premières (rouleaux de tissus, mousse, housse) et certaines pièces détachées dont la valeur nette de réalisation est inférieure au prix d'achat.

4.8 CREANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont relatives principalement aux créances commerciales envers les places de marché. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les autres créances comprennent principalement les fonds bloqués suite au piratage de l'un des comptes bancaires de la Société ainsi que les créances fiscales comme par exemple la TVA ou le CICE.

4.9 OPERATIONS EN DEVISES ETRANGERES

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties sur la base du taux de change de clôture.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en écart de conversion, actif et passif.

4.10 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'évaluation des engagements de retraite est effectuée, par la méthode actuarielle préférentielle, telle que recommandée par le Conseil National de la Comptabilité- n° 2003-R 01.

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat mais sont mentionnés dans les engagements hors bilan de l'annexe aux comptes intermédiaires. Le montant correspond à la valeur actualisée des engagements, diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Pour rappel, les critères qui ont été retenus au 30 avril 2016 par la société sont les suivants :

- Paramètres économiques :
 - Revalorisation annuelle des salaires de 2 %
 - Taux d'actualisation retenu de 1.33 %
 - Taux de turn-over : 7 % pour les 20-29 ans ; 4 % pour les 30-39 ans ; 2 % pour les 40-49 ans ; et 1 % pour les 50-59 ans.
 - Table de mortalité : TD0810.
- Paramètres sociaux :
 - Départ volontaire à 65 ans,
 - Taux de charges sociales moyen de 45 %.

4.11 CHIFFRE D'AFFAIRES

La reconnaissance du chiffre d'affaires a lieu lors du transfert des risques et de propriété, à savoir lors de la remise du bien au transporteur. Il est principalement constitué :

- des ventes de marchandises,
- de la refacturation de frais de transport et de ports sur vente, et
- de diverses refacturations.

4.12 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

4.13 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice.

5 NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

5.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

En milliers d'euros	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Ventes de marchandises	7 162	6 081
Eco-Mobilier	48	39
Ports sur ventes refacturés	811	722
Refacturations diverses	26	20
Chiffre d'affaires	8 047	6 862
<i>dont ventilation des ventes de marchandises :</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
France	6 012	5 149
Communauté Economique Européenne	1 035	834
Export	115	98
Ventes de marchandises	7 162	6 081

La France reste le principal marché de Miliboo, représentant près de 84% des marchandises vendues dans le courant de l'exercice. Sa croissance de chiffre d'affaires est principalement imputable à l'activité Web. La croissance, à deux chiffres, de la boutique parisienne a été compensée en valeur par un recul de son volume d'affaire via les Marketplace, recul provenant essentiellement du désengagement de la part de la Société de l'une d'entre elles.

5.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Production Immobilisée	61	33
Reprise amortissements et provisions d'exploitation	53	34
Transferts de charge d'exploitation	45	29
Autres produits	5	7
Autres produits d'exploitation	164	103

L'augmentation de la production immobilisée provient des développements informatiques et des frais de traduction de site engagés dans le cadre du lancement commercial de Miliboo en Grande Bretagne, effectif depuis juillet 2016, en Allemagne et en Hollande, à venir sur la seconde moitié de l'exercice fiscal.

Le poste de reprise d'amortissement et de provisions d'exploitation est impacté, d'une part, par une reprise de dépréciation pour 10 K€ de dépôts et cautionnements reconnus irrécouvrables par ailleurs. D'autre part, il intègre également 43 K€ de reprise de provision de dépréciation des stocks, consécutifs à la vente ou la destruction de produits précédemment dépréciés.

5.3 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Publicité, relations publiques, marketing	(1 409)	(902)
Transports de biens	(986)	(862)
Frais de stockage et divers	(437)	(505)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(415)	(397)
Sous-traitance générale	(475)	(306)
Locations et crédit bail	(251)	(258)
Divers	(114)	(101)
Services bancaires	(89)	(74)
Déplacements	(64)	(49)
Autres achats et charges externes	(4 239)	(3 454)

Les frais de publicité ont progressé de 507 K€ par rapport au 31 octobre 2015 du fait d'un accroissement de la pression du web marketing ainsi que de trois campagnes dans le métro parisien.

L'accroissement du chiffre d'affaires a entraîné mécaniquement une progression des coûts de transports de biens, cependant leur poids exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires diminue.

La diminution des stocks au bilan, comparativement au 31 octobre 2015, a permis une diminution des coûts de stockage de 13%.

Les honoraires progressent consécutivement au statut de société nouvellement cotée (auditeurs, listing sponsor, communication financière, analyste,...).

L'augmentation des coûts de sous-traitance provient d'une hausse des coûts de fonctionnement de la filiale chinoise qui opère le sourcing et le contrôle qualité, entièrement refacturés à Miliboo, ainsi que des frais de traduction des sites, immobilisés par ailleurs. Enfin la croissance de l'activité en France a mécaniquement engendré une augmentation de la redevance Eco-mobilier.

5.4 CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Salaires et traitements	(650)	(643)
Charges sociales	(220)	(194)
Charges de personnel	(870)	(838)

L'augmentation de 32 K€ de charge de personnel est principalement imputable à l'augmentation de taux de cotisations patronales (Urssaf et FNAL) ainsi que de la part patronale de la Mutuelle.

5.5 CREDIT IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE)

La troisième loi de finances rectificative pour 2012 a instauré un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) au bénéfice des entreprises imposées à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu. Ce crédit d'impôt de 4% est assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1er janvier 2013. Son taux est porté à 6% à compter du 1er janvier 2014. Il peut être imputé sur l'impôt dû ou à défaut est remboursable.

La société a reconnu ce crédit d'impôt en réduction des charges de personnel au compte de résultat. L'actif correspondant est présenté au bilan dans les autres créances.

Le CICE est utilisé au financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, et de reconstitution du fonds de roulement.

Le montant du CICE comptabilisé dans les charges de personnel est de 30 K€ au 31 octobre 2016 contre 25 K€ au 31 octobre 2015.

5.6 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Dotations aux amortissements	(134)	(150)
Dotations aux provisions	(63)	(77)
Dotations aux amortissements et provisions	(198)	(227)
<i>dont ventilation des dotations aux amortissements</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Sur immobilisations incorporelles	(86)	(101)
Sur immobilisations corporelles	(48)	(48)
Dotation aux amortissements	(134)	(150)

La diminution des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles est induite par un volume d'immobilisation totalement amorties depuis le 31 octobre 2015 plus important que le volume d'acquisitions enregistrées dans l'intervalle.

Les dotations aux provisions sont impactées d'une dépréciation de stocks de 53 K€ de matières premières et de produits finis jugés non conformes ou lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure au prix de revient.

5.7 RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Intérêts des comptes courants	-	-
Escomptes obtenus	-	-
Gains de change	39	31
Autres produits financiers	1	0
Reprise sur provisions financières	2	-
<i>Produits financiers</i>	41	31
Intérêts des emprunts et des dettes	(11)	(35)
Intérêts des comptes courants	-	-
Pertes de change	(23)	(32)
Dotations aux provisions financières	(22)	-
<i>Charges financières</i>	(57)	(67)
Résultat financier	(16)	(36)

Le désendettement de l'entreprise sur des prêts court terme ainsi que l'avancée dans le temps des emprunts moyen terme ont créé les conditions favorables à la limitation des intérêts des emprunts et des dettes.

La société a mis en place une série de contrats de change afin de couvrir une partie des achats de produits en USD effectués au cours du semestre, permettant d'optimiser le poste pertes et gains de change.

5.8 RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2016 - 6 Mois -	31/10/2015 - 6 Mois -
Produits de cession d'éléments d'actifs	0	-
Autres produits exceptionnels	44	7
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7	10
Reprises de provisions exceptionnelles	40	-
<i>Produits exceptionnels</i>	91	17
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(42)	(1)
VNC d'éléments d'actifs cédés	(27)	-
Autres charges exceptionnelles	(42)	-
Dotations aux provisions exceptionnelles	-	(5)
<i>Charges exceptionnelles</i>	(111)	(6)
Résultat exceptionnel	(20)	11

- Le résultat exceptionnel a été principalement impacté par la mise au rebut d'un certain nombre d'éléments d'actifs au cours de l'exercice.

- Le versement d'une indemnité de non-concurrence à une ancienne salariée de la Société, qui est compensé par une reprise de provisions exceptionnelles.
- le règlement de la charge à payer de 40 K€ dans le cadre du litige dit Paulin au cours du semestre a entraîné une reprise de la provision constituée l'an passé de ce même montant.

5.9 IMPOT SUR LE RESULTAT

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat courant	Résultat exceptionnel	Résultat net
31/10/2016			
Résultat avant impôts	(535)	(20)	(554)
Impôts	-	-	-
Résultat après impôt	(535)	(20)	(554)
31/10/2015			
Résultat avant impôts	(950)	11	(939)
Impôts	-	-	-
Résultat après impôt	(950)	11	(939)

Pour mémoire, la société ayant eu un résultat fiscal déficitaire sur les exercices précédents, elle n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés. Il est rappelé que le montant des déficits fiscaux reportables au 30/04/2016 s'élève à 6 305 K€.

La société étant déficitaire au 31 octobre 2016, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée.

5.10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	30/04/2016	Acquisitions Dotations	Activation d'Immo en cours ou d'avances	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	31/10/2016
Valeurs brutes	1 412	77	-	()	1 488
Concessions et droits	9				9
Logiciels	1 372	28			1 400
Autres immo.incorp.	16				16
Immo.incorp. Encours	14	49		()	62
Amortissements	1 121	86	-	-	1 207
Concessions et droits	1	0			1
Logiciels	1 103	86			1 189
Autres immo.incorp.	16	0			16
Valeurs nettes	291	(10)	-	()	281

Les acquisitions de l'exercice se composent de frais de développement informatique réalisés en interne et activés ainsi que de prestations de services externes de traduction de site.

5.11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	30/04/2016	Acquisitions Dotations	Activation d'Immo en cours ou d'avances	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	31/10/2016
valeurs brutes	765	12	-	(48)	729
Matériel et outillage	113	6	18	(1)	136
Installations et agencements	403	5	2	(26)	383
Matériel de transport	19			(11)	8
Matériel de bureau et informatique	210	1		(9)	202
Avances sur Immobilisations	20		(20)		-
Amortissements	259	48	-	(31)	276
Matériel et outillage	77	10		(1)	87
Install. agcts. divers	72	19		(15)	76
Matériel de transport	17	1		(11)	6
Mat. bureau et info	93	18		(4)	107
Valeurs nettes	506	(37)	-	(16)	453

Les acquisitions sont principalement relatives à l'acquisition d'une machine-outil, dont une partie a été avancée à la clôture passée, ainsi que d'aménagement de bureaux.

5.12 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En milliers d'euros	30/04/2016	Acquisitions Dotations	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	31/10/2016
Valeurs brutes	616	420	(70)	967
Autres participations	469	362		831
<i>dont créances rattachées à des participations</i>	395	-		395
Autres titres immob.	-			-
Prêts et autres immob.	55		(10)	45
Contrat de liquidité - Actions auto-détenues	56	42	(17)	81
Contrat de liquidité - Espèces	35	17	(42)	10
Provisions	15	4	(16)	3
Valeurs nettes	601	416	(54)	964

La Société a procédé au mois de juin 2016 à la création et l'enregistrement d'une société aux Etats Unis, assortie du versement du capital social d'un montant de 400 KUSD, soit 362 K€ au taux de la transaction.

Plusieurs dépôts de garantie, devenus irrécouvrables, et précédemment intégralement provisionnés, ont été considérés comme mis au rebut, et leur dépréciation reprise.

Concernant le contrat de liquidité il est rappelé qu'à partir du 15 décembre 2015, et pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction, la Société a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité d'une valeur de 100 K€, conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI approuvée par la décision de l'AMF du 21 mars 2011 à la société TSAF – Tradition Securities and Futures.

Au 31 octobre 2016, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité est de 27 105 actions pour une valeur brute de 81 K€, dépréciée pour 3 K€. Les pertes et profits sur la période se sont élevées à (0.5) K€. Le montant en trésorerie du contrat de liquidité s'élève à 10 K€.

Les acquisitions d'actions propres sont comptabilisées en immobilisations financières. Les pertes et profits liés sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Les autres participations au 31 octobre 2016 sont principalement constituées d'une créance rattachée à la participation détenue dans la filiale SCI AGL IMMOBILIER pour un montant de 395 K€.

5.13 STOCKS ET EN-COURS

En milliers d'euros	Montant brut	Dépréciation	31/10/2016
Stock de matières premières	35	(32)	3
Stock de marchandises	4 194	(145)	4 049
Valeurs nettes	4 229	(177)	4 052

En milliers d'euros	Montant brut	Dépréciation	30/04/16
Stock de matières premières	58	(5)	54
Stock de marchandises	3 660	(162)	3 498
Valeurs nettes	3 718	(167)	3 551

5.14 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2016
Valeurs brutes	488			488
Provison pour dépréciation	-			-
Valeurs nettes	488	-	-	488

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/16
Valeurs brutes	285			285
Provison pour dépréciation	-			-
Valeurs nettes	285	-	-	285

Les créances sont constituées majoritairement de créances envers nos clients partenaires. Ces clients partenaires sont des places de marchés virtuelles par le biais desquelles une partie de notre activité est générée.

5.15 AUTRES CREANCES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION ACTIF

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2016
Valeurs brutes	767	-	-	767
Créances sociales et fiscales	109			109
Compte Sequestre Fond Unique Interministériel	413			413
Débiteurs divers	86			86
Crédit impôt compétitivité	52			52
Charges constatées d'avance	84			84
Ecart de conversion actif	22			22

Provisions	-			-
Valeurs nettes	767	-	-	767

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/16
Valeurs brutes	278	489	-	767
Créances sociales et fiscales	70			70
Compte Sequestre Fond Unique Interministériel		413		413
Débiteurs divers	108			108
Crédit impôt compétitivité		77		77
Charges constatées d'avance	81			81
Ecart de conversion actif	19			19

Provisions	-			-
Valeurs nettes	278	489	-	767

5.16 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social	Au début	Créées	Remboursées	En fin
31/10/2016				
Actions Ordinaires	4 827 193			4 827 193
Valeur Nominale	0,10			0,10

Le capital social n'a connu aucun mouvement sur la période.

5.17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros	30/04/2016	Dotations	Reprises	31/10/2016
Provisions pour pertes de change	-	22		22
Provisions pour litiges	28			28
Provision garantie clients	26	4		30
Provision pour impôts	-			-
Autres provisions pour risques	-			-
Autres provisions pour charges	10	6		16
Provisions pour risques et charges	64	33	-	97

Les provisions sont essentiellement constituées de :

- Provision pour les litiges opposant la Société à l'une de ses anciennes employées ainsi qu'au propriétaire d'un de ses anciens locaux pour un total de 28 K€.
- Provision pour points de fidélité et bons de réduction pour 16 K€
- Provision pour garantie donnée aux clients pour un montant de 30 K€

5.18 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2016
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	829	382	-	1 211
Dettes financières diverses (2)	54	-	-	54
Concours bancaires courants	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	882	382	-	1 265

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/16
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	1 145	542	-	1 687
Dettes financières diverses (2)	18	-	-	18
Concours bancaires courants	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	1 164	542	-	1 705

(1) Les emprunts auprès des établissements de crédit sont composés de :

a. Un emprunt à taux zéro auprès d'OSEO, les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 126 000€,
- Versement : les fonds ont été mis à disposition en totalité en un seul versement le 16/02/2012.
- Taux annuel : 0%,
- Calendrier : la durée de l'emprunt comprend une période de différé d'amortissement suivie d'une période d'amortissement linéaire, avec une première échéance, terme échu payable le 31/03/2014.
- Amortissement :
 - linéaire en 12 remboursements trimestriels de 10 500 €,
 - d'un montant égal, à terme échu, payable les fins des mois de Mars, Juin, Septembre et Décembre de chaque année ; le premier le 31 mars 2014 et le dernier le 31 décembre 2016.

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 11 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

b. Un emprunt auprès de la Banque Européenne du Crédit Mutuel. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 500 000€,
- Objet : développement des stocks de marchandises de l'enseigne MILIBOO
- Versement des fonds le 05/11/2013
- Durée : 5 ans,
- Remboursement : en 60 versements mensuels, le premier le 05 novembre 2013, le dernier le 05 octobre 2018,
- Taux annuel : 4,00 %

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 212 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

c. Un emprunt auprès de la Banque Palatine. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 500 000€,
- Objet : Besoin en trésorerie pour le financement des stocks
- Versement des fonds le 10/10/2013
- Durée : 5 ans,
- Remboursement : en 60 versements mensuels, le premier le 10 novembre 2013, le dernier le 10 octobre 2018,
- Taux annuel : 3 %

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 209 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

d. Un emprunt auprès de la Banque Palatine. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 286 542.11€,
- Objet : Financement de travaux d'aménagement pour la boutique de Paris
- Versement des fonds le 19/11/2014
- Durée : 5 ans,
- Remboursement : en 60 versements mensuels, le premier le 19 décembre 2014, le dernier le 19 novembre 2019,
- Taux annuel : 2.05 %

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 180 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

e. Un emprunt auprès de la Banque Européenne du Crédit Mutuel. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 80 000€,
- Objet : apport en compte courant d'associés de la SCI AGL IMMOBILIER pour le financement partiel des travaux de construction du siège social du Groupe AGL
- Versement des fonds le 05/12/2014
- Durée : 5 ans,
- Remboursement : en 60 versements mensuels, le premier le 05 janvier 2015, le dernier le 05 décembre 2019,
- Taux annuel : 1.80 %

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 52 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

f. Un emprunt auprès de la Banque Palatine. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 109 000€,
- Objet : Financement du matériel informatique et high tech de la boutique parisienne
- Versement des fonds le 22/01/2015
- Durée : 3 ans,
- Remboursement : en 36 versements mensuels, le premier le 22 février 2015, le dernier le 22 janvier 2018,
- Taux annuel : 1.85 %

Au 31 octobre 2016, cet emprunt figure au bilan pour 46 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

h. Un emprunt auprès de la Banque Nationale de Paris - Paribas. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Montant : 500 000€, réduit à 300 000 € au 01/01/2017
- Objet : Financement du BFR
- Versement des fonds : à partir du 2 août 2016, par le biais de billets à ordre, à échéance maximale de 3 mois.
- Durée : 1 an,
- Remboursement : au 01/08/2017,
- Taux annuel : 1.80 %

A la clôture de l'exercice, cet emprunt figure au bilan pour 500 K€. L'intégralité des dettes a été souscrite en euros.

(2) Les dettes financières diverses sont composées au 31 octobre 2016 du

a. Compte courant AGL Hangzhou = 53 K€

b. Compte courant Guillaume Lachenal : 0.5 K€

5.19 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2016
Fournisseurs et comptes rattachés	2 462	-	-	2 462
Valeurs nettes	2 462	-	-	2 462

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/16
Fournisseurs et comptes rattachés	2 587	-	-	2 587
Valeurs nettes	2 587	-	-	2 587

5.20 AUTRES DETTES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION PASSIF

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2016
Personnel et comptes rattachés	246	-	-	246
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	134	-	-	134
Etat	921	-	-	921
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4	-	-	4
Clients avances et avoirs à établir	297	-	-	297
Créditeurs divers	0	-	-	0
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Ecart de conversion passif	4	-	-	4
Valeurs nettes	1 608	-	-	1 608

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/16
Personnel et comptes rattachés	270	-	-	270
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145	-	-	145
Etat	747	-	-	747
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19	-	-	19
Clients avances et avoirs à établir	442	-	-	442
Créditeurs divers	41	-	-	41
Produits constatés d'avance	32	-	-	32
Ecart de conversion passif	40	-	-	40
Valeurs nettes	1 735	-	-	1 735

Le poste « Personnel et comptes rattachés » comprend une provision pour indemnité de non-concurrence envers une ancienne salariée.

Le poste « Clients avances et avoirs à établir » correspond aux clients créditeurs, eu égard au fait que le paiement intervient avant facturation et livraison.

5.21 PRODUITS A RECEVOIR

En milliers d'euros	31/10/2016	30/04/2016
Créances rattachées à des participations	-	-
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	50	33
Autres créances	53	55
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	-	-
Total produits à recevoir	103	88

Le poste « Autres créances » comprend le Crédit Impôt Compétitivité Emploi pour un montant de 49 K€ au 31 octobre 2016.

5.22 CHARGES A PAYER

En milliers d'euros	31/10/2016	30/04/2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7	7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	212	249
Dettes fiscales et sociales	305	336
Autre dettes	-	40
Total charges à payer	523	632

5.23 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Immobilisations financées en Crédit-Bail

Les immobilisations financées par crédit-bail sont comptabilisées en charge en respect du Plan Comptable Générale français.

Sont mentionnées dans l'annexe comptable aux comptes intermédiaires, les engagements hors bilan :

- la valeur des biens en crédit-bail au moment de la signature du contrat,
- le montant des redevances (loyers) afférentes à l'exercice,
- le montant cumulé des redevances (loyers) des exercices précédents,
- l'évaluation, à la date de clôture du bilan :
 - des redevances restant à payer,
 - Et le prix d'achat résiduel des biens en crédit-bail

En milliers d'euros	Valeur d'origine	Redevances payées		Redevances restant à payer			Total	Valeur de rachat	Amort. (*)
		Exercice	Cumulées	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans			
Matériel et outillage									
Cerveau Routeur + Plateau Découpe	28	4	18	8	4		12	0	3
Scie circulaire + Ensemble Levage + Scanner PDA Laser	32	4	22	9	5		14	0	3
Système de climatisation réversible	54	7	20	12	30		42	1	5
Matériel de transport									
Fourgon Mercedes Benz	17	2	8	4	5		9	0	2
Véhicule société	86	9	14	18	60		79	1	9
Totaux	217	27	83	52	104	-	156	2	22

(*) : Charge d'amortissement de la période qui aurait impacté le compte de résultat si le bien avait été acquis au lieu d'être financé par un crédit-bail. Il a été considéré un amortissement linéaire de 5 ans pour chacune des immobilisations financées en crédit-bail.

Engagements en matière de location immobilière

Le tableau ci-dessous récapitule les engagements donnés en matière de location immobilière :

En milliers d'euros	Loyers payés		Loyers restant à payer			Total
	Exercice 2016	Cumulés	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Matériel et outillage						
Siège Social	111	361	221	1 107	968	2 296
Boutique	80	329	160	800	311	1 271
Appartement Paris	8	18	4			4
Parking	1	4	2			2
Totaux	200	712	387	1 907	1 278	3 572

5.23.1.1 Siège Social

Bail commercial entre la SCI AGL IMMOBILIER et MILIBOO

Bâtiment à usage industriel, commercial et bureaux

17 rue Mira – 74650 CHAVANOD

Durée : Du 16 mars 2015 au 15 mars 2027 (12 ans)

Montant du loyer annuel : 221 400 € hors taxes et hors charges

Indexation : Réévaluation au 01/01 de chaque année et pour la première fois le 01/04/2016.

Indice de base : 4 T 2014 (108.47)

5.23.1.2 Boutique Paris

Bail commercial entre la SCI GENERALI REAUMUR et MILIBOO

Bâtiment à usage commercial

100 rue Réaumur – 75002 PARIS

Durée : Du 01 juin 2014 au 31 mai 2024 (10 ans)

Montant du loyer annuel : 160 000 € hors taxes et hors charges

Dépôt de garantie : 40 372,21 € (3 mois de loyers en plus d'un complément de 372,21 appelé en Février 2015)

Indexation : Réévaluation au 01/06 de chaque année et pour la première fois le 01/06/2015.
 Indice de base ICC: 3 T 2013 (1612).

5.23.1.3 Appartement Paris

Bail de locaux meublés entre M Bernard Jomard – SARL Goldman Groupe – et MILIBOO

Appartement meublé

21 rue du Pont aux Choux 75 003 PARIS

Durée : Du 01/10/2016 AU 01/01/2017 (3 mois renouvelables par tacite reconduction)

Montant du loyer trimestriel: 3 750 €

Dépôt de garantie : 1 350 €

Indexation : Réévaluation au 01/10 de chaque. Indice de référence des loyers: 2 T 2015 (125.15)

5.23.1.4 Garage Paris

Bail entre la SCI GENERALI REAUMUR et MILIBOO

2 emplacements à usage de stationnement pour véhicules

100 rue Réaumur – 75002 PARIS

Durée : Du 03/09/2016 AU 02/09/2017 (1 an renouvelable par tacite reconduction), reconduit pour 1 an

Montant du loyer annuel: 2 000 € hors taxes. Dépôt de garantie : 300 €

Engagements de retraite

La provision pour départ en retraite n'est pas comptabilisée dans le compte de résultat.

Le montant de l'engagement hors bilan s'élevait au 30 avril 2016 à 113 K€, charges sociales incluses.

Couverture de Change

Descriptif	Date de souscription	Date de maturité	Devises	Nominal en milliers d'USD	Nominal en milliers d'EUR	Taux	Levée anticipée en milliers d'USD	Couverture restante en milliers d'USD	Couverture restante en milliers d'EUR	Valeur de marché (Euros) à la clôture
Achat à Terme USD contre	18/08/2016	22/11/2016	EUR/USD	300	265	1,1341	-	300	265	10
				300	265		-	300	265	10

Abandon de compte courant

Abandon du compte courant MILIBOO chez MILIBOUTIQUE SASU avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 2 K€.

Abandon du compte courant MILIBOO chez SCI AGL IMMOBILIER avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 34 K€.

Engagements Crédit Documentaire

En milliers d'USD **Échéance** **31/10/2016**

Engagements hors bilan Banque Européenn		595
Credoc import à vue	03/11/2016	27
Credoc import à vue	07/02/2017	16
Credoc import à vue	21/11/2016	15
Credoc import à terme	07/11/2016	12
Credoc import à terme	07/11/2016	1
Credoc import à vue	12/01/2017	46
Credoc import à vue	02/02/2017	11
Credoc import à vue	03/12/2016	26
Credoc import à vue	21/11/2016	16
Credoc import à vue	23/11/2016	12
Credoc import à vue	05/01/2017	24
Credoc import à vue	22/12/2016	24
Credoc import à vue	21/11/2016	6
Credoc import à vue	07/12/2016	16
Credoc import à vue	02/12/2016	21
Credoc import à vue	26/12/2016	54
Credoc import à vue	07/01/2017	90
Credoc import à terme	24/11/2016	35
Credoc import à vue	20/11/2016	19
Credoc import à terme	17/11/2016	59
Credoc import à vue	02/12/2016	13
Credoc import à terme	31/01/2017	27
Credoc import à terme	17/11/2016	24
Credoc import à terme	17/11/2016	2

Engagements hors bilan Banque Palatine -
Néant

TOTAL CREDOC EN USD **595**

Dettes Garanties par des suretés réelles

a. Emprunt Banque Palatine 80 K€.

- Montant initial de cette garantie = 80 K€.
- Montant restant 80 K€
- Date fin échéance garantie : 05/12/2019*
- Nature de la sureté réelle : Nantissement de comptes bancaires de la Société intervenant en garantie d'un prêt bancaire consenti pour le financement partiel des travaux de construction du siège social de la Société

b. Emprunt Banque Palatine 287 K€.

- Montant initial de cette garantie = 287 K€.
- Montant restant 287 K€
- Date fin échéance garantie : 19/11/2019*

- Nature de la sureté réelle : Nantissement de 1er rang du fonds de commerce situé au 100 rue Réaumur, 75002 Paris, en garantie d'un prêt bancaire

c. Emprunt Banque Palatine 500 K€.

- Montant initial de cette garantie = 600 K€.
- Montant restant 259 K€
- Date fin échéance garantie : 05/10/2018
- Nature de la sureté réelle : Gager sur stocks avec dépossession à hauteur de 600 K€ par l'intermédiaire d'Eurogage

d. Emprunt BECM 500 K€.

- Montant initial de cette garantie = 500 K€.
- Montant restant 263 K€
- Date fin échéance garantie : 05/10/2018
- Nature de la sureté réelle : Nantissement de comptes bancaires de la Société intervenant en garantie d'un prêt bancaire consenti pour le développement des stocks de marchandises.

e. Emprunt BNP 500 K€.

- Montant initial de cette garantie = 600 K€.
- Montant restant 500 K€
- Date fin échéance garantie : 01/08/2017
- Nature de la sureté réelle : Gager sur stocks avec dépossession à hauteur de 500 K€ par l'intermédiaire d'Eurogage

5.24 ENTREPRISES LIEES

Au bilan (+ actif - passif)	31/10/2016	30/04/2016
Comptes courants associés	(0)	(1)
Comptes courants filiales Chine	(53)	(17)
Créances rattachées à des participations AGL Immobilier	395	395
Fournisseur MILIBOUTIQUE	(21)	(15)
Fournisseur AGL Immobilier	(32)	(22)
Client Miliboo Corp	37	-

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

5.25 FILIALES

Filiales et participations (en milliers d' Euros)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances reçues	Prêts et avances consenties	Cautions et avals	Capitaux propres	Quote part du capital détenu en %	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
MILIBOUTIQUE SASU N° Siren 517946299 17 rue Mira - Parc Altais - 74650 Chavanod	2	2				4	100,00%	136	2
AGL HANGZHOU Room D, 12th Floor Gaige Yue Bao Building, N°250 Zonghe Zhong Road, Shangcheng District Hangzhou, Zhejiang China	70	70	17			70	100,00%	435	-
SCI AGL IMMOBILIER N° Siren 800830663 17 rue Mira - Parc Altais - 74650 Chavanod	2	2		395		187	66,67%	221	185
MILIBOO CORPORATION IRS 32-0490604 10 East 40th Street, Suite 3310, New York, NY 10016	362	362		-		362	100,00%	-	-

6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

7 RAPPORT DES CAC SUR LES COMPTES ANNUELS

Miliboo

Période du 1^{er} mai au 31 octobre 2016

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les
comptes intermédiaires

Miliboo

Période du 1^{er} mai au 31 octobre 2016

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Miliboo et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société, au 31 octobre 2016, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 16 janvier 2017

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Cédric Garcia